



COMMUNE DE LONGES

DEPARTEMENT DU RHONE
ARRONDISSEMENT DE VILLEFRANCHE/SAONE
CANTON DE MORNANT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de membres Art. 16 du Code Municipal : 15 En exercice : 14 Présents : 13 Qui ont pris part à la délibération : 13 Vote Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0	Délibération n°01 du 27/09/2016
---	---------------------------------

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2016

COMPTE RENDU AFFICHE LE 20 septembre 2016

DATE DE CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 4 octobre 2016

PRESIDENT : M. Lucien BRUYAS, Maire

SECRETAIRE ELU : Mme Valérie MASIULIS

MEMBRES PRESENTS A LA SEANCE : M. Lucien BRUYAS, M. Didier TESTE, Mme Murielle BOIRON, Mme Peggy VIDAL, M. Sylvain RIVORY, M. Marc GADOUD, M. Fabrice FOND, M. Christophe BROSSON, Mme Valérie MASIULIS, M. Stéphane SABOT, M. Arnaud DURILLON, Mme Yvette BONNARD, M. Joël BALLAS

Pouvoirs :

Membres absents excusés : Mme Régine DUC

Membres démissionnaires : Mme Sylviane TOSONI



OBJET : DELIBERATION PRESCRIVANT LA REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer sur la prescription de la révision du PLU et de fixer les modalités de la concertation. Monsieur le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de réviser le PLU. Ce document approuvé le 29 avril 2008, doit être revu afin de mieux répondre aux besoins de la commune en matière de développement. Le projet de révision devra prendre en compte toutes les dimensions du territoire (économique, social, culturelles et environnementales) et devra intégrer les différents documents supra-communaux existant (SCoT des Rives-du-Rhône, Schéma régional de cohérence écologique,...) ainsi que les dernières évolutions législatives.

Le PLU devra également contribuer à lutter contre la consommation d'espaces naturels et agricoles. Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) comportera des objectifs de réduction de la consommation foncière au regard du constat établi sur les années écoulées.

La révision du Plan Local d'Urbanisme se fera dans les formes exigées par le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L151-1 et suivants.

La présente délibération a pour objet de prescrire la révision du PLU de la Commune de LONGES, de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation, en application des articles L153-11 et L103-2 à 6 du Code de l'urbanisme.

1°) Les objectifs poursuivis par la Commune

Monsieur le Maire propose de définir les objectifs du nouveau PLU comme suit :

- **Elaborer un document d'urbanisme qui soit compatible avec la législation** (lois Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, d'Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, d'Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové du 28 mars 2014, d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 octobre 2014, le nouveau code de l'urbanisme de janvier 2016) **et les documents d'urbanisme supra-communaux** (tels que le SCoT des Rives-du-Rhône)

- **Maintenir un rythme de croissance modéré** et organiser le développement et le renouvellement urbains de la commune pour soutenir l'animation et la vie du village :

➔ *Renforcer la centralité du bourg, en visant :*

- ✓ l'urbanisation prioritaire du secteur de Charpière situé entre le bourg et La Combe pour renforcer la polarité principale de la commune en regroupant l'offre en logements à proximité immédiate des commerces et services et des équipements et ainsi favoriser l'utilisation de ces derniers.
- ✓ la réhabilitation et la réaffectation de bâtiments anciens aujourd'hui sous-utilisés ou inutilisés au profit de la création de nouveaux logements dans le bourg.
- ✓ la dynamisation commerciale : assurer le maintien des commerces et activités existantes dans le bourg pour garantir l'animation et la vie du village.
- ✓ la valorisation et la requalification de la RD28 entre la Combe et le bourg pour l'usage des piétons (plantation d'arbres, liaisons modes doux, etc.).
- ✓ le développement du maillage des espaces publics à l'échelle global du bourg (bourg actuel et La Combe) entre les secteurs résidentiels (la Château, La Combe) et le centre bourg en y intégrant les projets communaux (city stade notamment).
- ✓ la concrétisation de la voie de contournement du bourg par le Nord qui servira également à la desserte du secteur d'urbanisation prioritaire de Charpière.

➔ *Encadrer la densification des secteurs d'urbanisation périphériques, à La Combe, au château et à Dizimieux, pour assurer une bonne intégration des nouvelles constructions et préserver le cadre de vie.*

- **Entamer une réelle diversification de l'offre de logements** en favorisant le développement d'une offre locative et à destination des primo-accédants pour attirer et maintenir les jeunes ménages sur la commune et ainsi favoriser la mixité sociale et générationnelle et soutenir le renouvellement démographique.
- **Soutenir l'activité existante** en favorisant le maintien des entreprises et artisans locaux.
- **Soutenir l'activité agricole** en permettant le maintien des exploitations existantes et l'implantation de nouvelles exploitations
- **Préserver le patrimoine identitaire** de Longes en :

➔ *Préservant les éléments paysagers remarquables qui contribuent à la qualité et à l'identité de la commune : trame bocagère, espaces de transition entre les espaces agro-naturels et le milieu urbain, cônes de vue.*

➔ *Préservant le patrimoine bâti vernaculaire en assurant le maintien de ses caractéristiques architecturales, ainsi que la mise en valeur du petit patrimoine (lavoir, etc...)*

- **Préserver la riche biodiversité** sur le territoire communal en :

➔ *Protégeant les espaces naturels à fort intérêt écologique, en particulier les réservoirs de biodiversité (ZNIEFF de type 1, ENS, SIP, SE, zones humides, ...) localisés sur les crêts et dans les vallons et les corridors reliant ces grands ensembles (vallons, notamment des ruisseaux du Petit et du Grand Malaval, de Boissieux)*

2°) Les modalités de la concertation

Conformément aux dispositions de l'article L103-2 à 6 du Code de l'urbanisme, une concertation préalable sera organisée, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

La concertation a pour objectif :

- de fournir une information claire sur le projet de PLU tout au long de son élaboration ;
- d'offrir au plus large public la possibilité de s'exprimer et d'exposer leurs attentes et leurs idées

La concertation sera organisée selon les modalités suivantes :

- L'information du public sera assurée par :
 - o La mise à disposition en mairie des documents de synthèse de chaque phase (diagnostic / PADD), durant toute la phase de concertation
 - o La publication d'un article au moins sur le site Internet de la Commune et dans le bulletin municipal
- Le public pourra faire connaître ses observations dans un registre ouvert en mairie pendant toute la durée de la concertation.
- Deux réunions publiques d'échange et de concertation seront organisées.

Les avis exprimés et consignés feront l'objet d'un bilan formalisé qui sera présenté au Conseil municipal au plus tard lors de l'arrêt du projet et tenu à la disposition du public.

Avant l'arrêt du projet de PLU, le Conseil municipal débattrà des orientations fondamentales du nouveau PADD.

Le Conseil municipal :

Vu la délibération du 29 avril 2008 approuvant le LU,

Vu l'article L103-2 à 6 du Code de l'Urbanisme précisant que le Conseil Municipal doit délibérer sur les objectifs poursuivis par le projet de Plan Local d'Urbanisme et qu'une concertation publique est obligatoire avant toute élaboration d'un PLU,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-8, R153-12 et R153-21,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents

DECIDE DE :

1- Prescrire la révision générale du PLU sur l'ensemble du territoire communal,

2 - Charger Monsieur le Maire de conduire cette procédure, conformément aux dispositions des articles R153-33 et suivants du Code de l'Urbanisme,

3 - Approuver les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable engagée en application de l'article L103-2 à 6 du Code de l'urbanisme

4 – Demander l'association des services de l'État conformément à l'article L132-10 du Code de l'Urbanisme,

5 – Demander, conformément à l'article L132-5 du Code de l'Urbanisme, que les services déconcentrés de l'État soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer le suivi de la procédure d'élaboration du PLU,

6- Donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du PLU ;

7 - Solliciter les services de l'État, conformément au décret n°83.1122 du 22 décembre 1983, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du PLU (articles L1614-1 et L1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales),

La présente délibération sera notifiée aux autorités et administrations visées par le Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Monsieur le Préfet de la Région Rhône Alpes, président du Comité Régional de l'Habitat
- Monsieur le Préfet du Rhône
- Monsieur le Président du Conseil Régional
- Monsieur le Président du Conseil Départemental
- Monsieur le Président du SYTRAL, compétent en matière de transports
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Région de Condrieu, compétente d'habitat
- Madame la Présidente du Parc Naturel Régional du Pilat
- Monsieur le Président du Syndicat mixte des Rives du Rhône
- Monsieur le représentant de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité
- Mesdames et Messieurs les maires des communes limitrophes
- Messieurs les représentants des chambres consulaires (métiers, commerce et industrie, agriculture)
- Messieurs les présidents des associations agréées sur le territoire communal

Conformément à l'article R113-1 du Code de l'Urbanisme, le centre national de la propriété forestière sera informé de la présente décision de prescrire la révision du PLU.

Conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

Fait et délibéré à Longes le 27 septembre 2016
Ont signé au registre les membres présents
Pour copie certifiée conforme à l'original
Le Maire

